

UNE UNITE DETERMINEE ET RENFORCEE**Déclaration du CNESER du 16 mars 2009 : REFUS DU MEPRIS**

Six semaines d'actions continues dans les universités, dans les autres établissements d'enseignement supérieur, dans les organismes de recherche, malgré de premiers reculs à minima, n'ont en rien entamé ni la détermination de la communauté scientifique et universitaire ni sa capacité de mobilisation.

La ministre refusant de mettre l'ordre du jour du CNESER du 16 février en phase avec l'actualité inédite dans les universités, sept organisations ont quittées la séance et demandé que soit convoqué dans les plus brefs délais un CNESER en formation plénière(*). Le refus obstiné de convoquer une telle séance, tout comme celui de voir nommer en son sein des commissions pérennes (formation et recrutement des maîtres, répartition des moyens, ...) illustrent outre le mépris de la Ministre pour cette instance et les organisations qui y siègent, la fébrilité d'un gouvernement affaibli.

L'heure n'est plus au « saucissonnage » des dossiers employé jusque là par le ministère, mais à de réelles négociations, à des réponses globales et responsables sur l'ensemble de nos revendications.

Pour ces raisons, nous ne siégeons pas ce jour.

SNESUP-FSU - CGT - UNSA - CFDT - SGEN-CFDT - SNPRES-FO – UNEF

(*) demande du SNESUP du 15 janvier et du 9 février

**Communiqué de presse des organisations de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur****L'assemblée générale des délégués de labos se constitue en « Coordination Nationale des Laboratoires en lutte avec les organisations syndicales et associatives »**

Jeudi 12 mars s'est tenue l'assemblée générale des délégués de laboratoires. Plus de 580 personnes, dont 480 étaient dûment mandatées par leur laboratoire ont rempli le grand amphithéâtre de l'institut océanographique. Représentant toutes les régions et tous les organismes, ils ont manifesté leur colère face à la situation que crée l'obstination du gouvernement à ne pas vouloir négocier sur l'ensemble du contentieux revendicatif des universités et de la recherche, notamment sur les questions aussi cruciales que l'emploi et l'avenir des organismes de recherche.

En début de rencontre, la situation désastreuse actuelle de la recherche publique à l'université et au sein des EPST a été rappelée : éclatement du CNRS en instituts, transformation de l'INSERM en agence de financement, dilution de l'INRA dans un consortium, transfert de personnels de l'IRD à l'Université, contrat d'objectifs sans moyens du CEMAGREF, l'INRIA transformé en laboratoire de la réforme, la mise en cause du lien enseignement -recherche à l'Université avec le décret sur le statut des enseignants-chercheurs, la désUMRisation, °...

Les délégué-es ont appelé l'ensemble de leurs collègues titulaires et précaires à amplifier la mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche et à organiser de nouvelles assemblées générales de compte-rendu. Ils ont exigé que les négociations s'ouvrent sur l'ensemble des revendications de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils ont notamment demandé le rétablissement de tous les emplois supprimés, la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche.

Ils ont décidé de mettre en place un calendrier d'actions et de maintenir les liens en créant une "Coordination Nationale des Laboratoires en Lutte avec les organisations syndicales et associatives "

L'assemblée générale a voté des orientations revendicatives et une motion sur l'action. Elle a appelé aux grèves et manifestations du 19 mars avec tous les salariés Après la clôture des débats, elle s'est rendu en cortège au ministère pour remettre un carton rouge à la ministre.

Paris, le 16 mars 2009

CGT (SNTRS, INRA, FERC-SUP) - FSU (SNCS, SNESUP) - SGEN-CFDT – UNSA – SNPRES-FO – SUD Recherche EPST - SUD Education – SLR - SLU

Le SNESUP appelle tous les universitaires à la grève le jeudi 19 mars et à rendre visible notre mobilisation exceptionnelle dans les cortèges de toutes les villes de France.

Pour faire entendre nos revendications au gouvernement qui multiplie les provocations (déclaration de V. Péresse au Figaro), le SNESUP appelle partout à freiner la mise en place des comités de sélection pour faire échec en particulier aux chaires mixtes. Il renouvelle son appel au boycott des expertises. Le gouvernement doit ouvrir des négociations globales sur l'ensemble des dossiers (recherche, emplois, formation des enseignants, carrières et statuts) qui solidarisent le monde de la recherche et du supérieur.